



APPEL DU CONSEIL NATIONAL DE L'UNION DE LA CGT ÉDUC'ACTION

LA CGT ÉDUC'ACTION COMMUNIQUE...

La CGT Éduc'Action, réunie en Conseil National du 25 au 27 mars 2026, **condamne la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran et le Liban**. Cette intervention militaire illustre la poursuite d'une politique impérialiste dont l'objectif est le contrôle des ressources énergétiques. **Cette logique impérialiste fait peser une grave menace de guerre généralisée au Moyen-Orient**, d'autant qu'elle s'ajoute à la guerre en Ukraine, l'intervention au Vénézuéla et le génocide à Gaza. **La CGT Éduc'action appelle à participer, le 28 mars aux manifestations** partout en France pour la défense des droits du peuple palestinien, la fin du génocide, de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid. La CGT Éduc'action appelle à la mobilisation des travailleur-euses contre la course à la guerre des impérialistes et à se mobiliser dans un grand mouvement pour la paix.

La récupération médiatique et politique de la mort, à Lyon, d'un militant lié à la mouvance néo-nazie a amplifié une diabolisation de l'antifascisme et des organisations s'en revendiquant. La minute de silence suivie à l'Assemblée nationale est une véritable faute politique et morale et accélère l'inversion des valeurs. Les attaques fascistes de personnes et de lieux se multiplient en toute impunité. **La CGT Éduc'action s'engage à participer à un front d'autodéfense contre l'extrême droite et ses politiques**. La CGT Éduc'action s'alarme des résultats de l'extrême droite aux élections municipales et continue à la combattre ainsi que ses idées et les politiques qui l'alimentent.

Malgré les mobilisations du début d'année qui réclamaient plus de justice sociale et fiscale, le budget adopté attaque violemment les services publics au profit du budget militaire. En tant que salarié-es de l'Éducation nationale, nous avons toute notre place à prendre dans le combat contre la militarisation du monde et l'embrigadement nationaliste des consciences, dont celle de la jeunesse visée par les classes défense et la propagande pour le nouveau service militaire auxquelles nous nous opposons. Dans notre secteur, la baisse démographique sert de prétexte pour supprimer 3256 postes, alors que l'Éducation nationale est déjà rongée jusqu'à l'os. Il faut au contraire en profiter pour améliorer le fonctionnement du service public d'Éducation et créer massivement des postes.

Cette politique austéritaire appauvrit et précarise les personnels tout en dégradant leurs conditions de travail ainsi que les conditions d'études des élèves. Il est urgent d'augmenter les salaires pour rompre cette spirale et créer un statut de catégorie B pour les AESH et les AEd.

Notre CNU a adopté (à plus de 94%) des **repères Égalité femmes-hommes** pour réaffirmer notre volonté de lutter contre le patriarcat, de gagner l'égalité réelle et d'œuvrer à une école inclusive et émancipatrice pour toutes et tous.

Depuis des années, les moyens en personnels administratifs, AESH, de vie scolaire, de santé et sociaux ne permettent pas de répondre aux besoins croissants des élèves et des familles. La pauvreté et la ségrégation sociale ne cessent de s'aggraver. Pourtant **les moyens attribués à l'éducation prioritaire sont diminués** et la carte reste ainsi figée depuis douze ans. Le principe même de l'éducation prioritaire est dévoyé par le ministère qui annonce en décembre 2025 un plan 800 collèges qui conditionne les financements aux résultats des élèves au mépris des besoins réels et sociaux. **La CGT Éduc'action soutient les mobilisations pour la révision immédiate de la carte de l'éducation prioritaire**, réintégrant les lycées, basée sur des critères sociaux. Elle s'engage dans la construction d'une mobilisation nationale, dans l'unité la plus large possible.

Dans plusieurs académies, les lycéen-nés et les personnels sont mobilisé-es contre les réductions de moyens qui frappent les établissements. La répression policière envers les lycéen-nés est féroce : à Marseille, 5 mineur-es ont déjà fait l'objet d'une arrestation suivie d'une garde à vue de 24 ou 48 heures et de mesures de contrôle judiciaire. Nous dénonçons fermement cette mise au pas de la jeunesse par l'intimidation et la violence policière, encourageons les camarades à être vigilant-es et à protéger les lycéen-nés et exigeons l'annulation de toute poursuite ou mesure de contrôle judiciaire.

La CGT Éduc'action appelle l'ensemble des personnels à rejoindre les actions décidées localement, à être massivement en grève et en manifestation le 31 mars et à discuter des suites en assemblées générales.

CGT Éduc'action

263, rue de Paris Case 549 93515 MONTREUIL CEDEX

Tél : 01 55 82 76 55



www.cgteduc.fr



unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgteducation



@cgteduc.fr